



ESJ Humanities

Gestion des Réfugiés Centrafricains du Camp de Gado-Badzéré dans la Région de l'Est (Cameroun) : A la Recherche de Solutions Durables

Tiomo Ornelle Rosine

Doctorante, Département de Géographie
Université de Yaoundé I, Cameroun

Simeu Kamdem Michel

Directeur de Recherche titulaire
Professeur au Département de Géographie,
Université de Yaoundé I, Cameroun

[Doi:10.19044/esj.2023.v19n20p241](https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n20p241)

Submitted: 19 June 2023

Accepted: 29 July 2023

Published: 31 July 2023

Copyright 2023 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Rosine T.O. & Michel S.K. (2023). *Gestion des Réfugiés Centrafricains du Camp de Gado-Badzéré dans la Région de l'Est (Cameroun) : A la Recherche de Solutions Durables*. European Scientific Journal, ESJ, 19 (20), 241.

<https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n20p241>

Résumé

Le renversement du pouvoir en place à Bangui en décembre 2012 par des milices armées nommées « *Anti-Balaka* » a eu pour effet d'accélérer les mouvements migratoires des réfugiés centrafricains en direction du Cameroun à la recherche de la paix. Mais, le séjour de ces derniers dans des camps aménagés, à l'instar de celui de Gado-Badzéré dans la région de l'Est du Cameroun, est loin d'aplanir toutes les inquiétudes sur leur situation de réfugiés. En effet, malgré la présence des multiples acteurs sur le terrain, le problème de la gestion des réfugiés centrafricains à Gado-Badzéré, de la prise en charge à leur arrivée, au sort que leur réserve l'avenir, se pose encore avec acuité. Ainsi, l'objectif général de cette étude est d'examiner les perspectives qui s'offrent aux réfugiés dans le village de Gado-Badzéré. Pour y parvenir, la démarche hypothético-déductive a été privilégiée et s'est appuyée sur la collecte des données de diverses sources, en particulier des entretiens auprès des personnes ressources, puis des enquêtes menées auprès de 220 réfugiés à Gado-Badzéré. Il en ressort que de multiples acteurs à l'instar du HCR et ses partenaires, de l'Etat du Cameroun à travers ses différents démembrements,

interagissent pour tenter d'apporter deux types de réponses aux problèmes des réfugiés. Les réponses immédiates sont constituées des aides matérielles et alimentaires, alors que les réponses à moyen et long termes s'intéressent au devenir des réfugiés. Au-delà de ces solutions qui présentent des limites, des propositions sont faites aussi bien à l'endroit du HCR et de tous les acteurs intervenant dans la prise en charge des réfugiés, qu'à l'endroit des réfugiés eux-mêmes.

Mots-clés: Réfugiés, centrafricains, situation, devenir, Gado-Badzéré

Management of Central African refugees in the Gado-Badzéré camp in the East region (Cameroon): In Search of Sustainable Solutions

Tiomo Ornelle Rosine

Doctorante, Département de Géographie
Université de Yaoundé I, Cameroun

Simeu Kamdem Michel

Directeur de Recherche titulaire
Professeur au Département de Géographie,
Université de Yaoundé I, Cameroun

Abstract

The overthrow of power in place in Bangui in December 2012 by armed militias called “*Anti-balaka*” had the effect of accelerating the migratory movements of Central African refugees towards Cameroon in search of peace. But the stay of the latter in camps set up like that of Gado-Badzéré in the eastern region of Cameroon is far from alleviating all concerns about their situation as refugees. Indeed, despite the presence of multiple actors on the ground, the problem of managing Central African refugees in Garoua-Badzéré, the assumption of responsibility at the time arrived to the fate that the future reserves still arise with acuity. Then, the overall objective of this study is to examine the prospects available to refugees in the village of Gado-Badzéré. To achieve this, a hypothetical-deductive approach was adopted, based on data collection from both secondary and primary sources through interviews with resource persons. Then, surveys were conducted among 220 refugees in Gado-Badzéré. It was found that multiple actors like the UNHCR and its partners in the state of Cameroon through its various dismemberments interact to try to provide two types of response to the refugee problem. Immediate responses are made up of material and food areas while

long-term responses focus on the future of refugees. Beyond these solutions, which have limits, proposals are made both to the UNHCR and all the actors involved in the care of refugees and to the refugees themselves.

Keywords: Refugee, Central African, situation, becoming, Gado-Badzéré

Introduction

La problématique de la gestion des réfugiés se révèle de plus en plus comme un défi majeur que l’Afrique doit relever pour tenir la promesse du développement. Les crises environnementales, la pauvreté, les épidémies et les conflits armés, sont autant de facteurs liés à la question des réfugiés en Afrique en général, et au Cameroun en particulier (Tiomo, 2021). Le conflit armé ayant abouti au renversement du Président centrafricain François Bozize, entretient depuis 2012 une instabilité politique opposant les milices armées « *Anti-balaka* » aux « *Séléka* ». Les affrontements à répétition entre ces derniers ont orchestré des vagues de déplacements des populations à la quête de stabilité et de paix. Ces réfugiés sont installés dans différentes régions à l’instar de l’Extrême-Nord, de l’Adamaoua et de l’Est.

Ceci a pour effet direct, l’accélération des mouvements migratoires des réfugiés en direction des pays tels que le Cameroun.

En effet, le Cameroun fait partie des principaux pays d’accueil des réfugiés en Afrique Centrale. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR, 2015), le Cameroun a toujours rempli ses obligations juridiques liées aux dispositions de la Convention de 1951 relatives au statut des réfugiés. Le « *principe de non-refoulement* » constitue l’axe fondamental de cette Convention. Il structure en retour l’organisation mise en place par les pays d’accueil pour maintenir temporairement sur leur territoire, les personnes dont la vie ou la liberté sont gravement menacées, en attendant le retour de la stabilité dans le pays de départ. Malgré, la présence de multiples intervenants sur le terrain, le problème de la gestion des réfugiés centrafricains à Gado-badzéré se pose encore avec acuité. De ce fait; quelles sont les perspectives qui s’offrent aux réfugiés centrafricains dans le village Gado-Badzéré? L’objectif de cette étude est d’examiner les perspectives qui s’offrent aux réfugiés dans le village Gado-Badzéré. Ainsi, pour tenter d’y apporter quelques suggestions, la présente étude va tour à tour questionner les conditions de prise en charge de ces personnes vulnérables à l’accueil, leurs activités et moyens de subsistance et surtout, leur devenir.

Méthodologie

Présentation du camp de réfugiés de Gado-Badzéré

La région de l’Est-Cameroun a la particularité d’abriter plusieurs camps de réfugiés dont celui de Gado-Badzéré. Créé en Mars 2014, le camp

de Gado est situé dans le village rue de Gado-Badzéré appartenant à l'arrondissement de Garoua-Boulai qui est frontalier à la Centrafrique de 25km. Cette proximité frontalière couplée à l'absence des barrières physiques de délimitation territoriale favorise l'afflux des réfugiés en provenance de diverses préfectures de la Centrafrique.

Le camp de réfugiés de Gado-Badzéré couvre une superficie totale de 55hectares. Il est constitué des aménagements des réfugiés proprement dits (cases, toilettes, points d'eau, espaces libres...) disposés anarchiquement sous forme d'habitat regroupé, délimités en secteurs, soit onze au total. Ces secteurs sont encore organisés en blocs soit au total huit (08) blocs pour ces onze secteurs. La figure ci-dessous permet d'apprécier l'organisation spatiale du camp en secteurs :

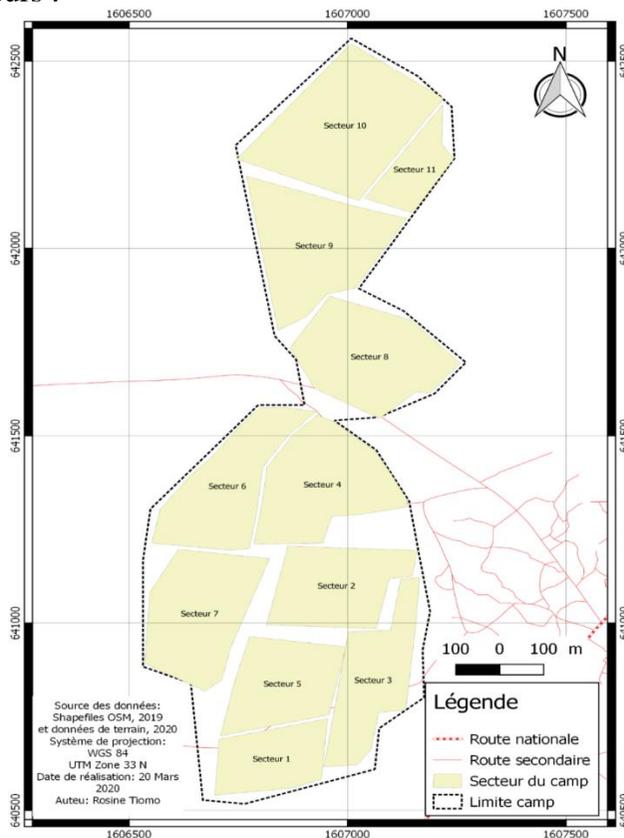


Figure 1. Divisions du camp en secteurs
(Source :données shapefiles oms 2019 et données de terrain,2020)

Cette illustration permet de mettre en exergue la représentation spatiale du camp. Le camp est traversé par une route secondaire qui le divise en deux parties inégales. Avec 4 secteurs dans sa partie Nord et 7 secteurs dans sa

partie Sud traduisant ainsi la concentration du grand nombre de réfugiés dans la partie Sud du camp.

En outre, la dynamique évolutive de la population réfugiée dans le camp de Gado-Badzéré depuis sa création confirme l'idée selon laquelle Gado-Badzéré serait un véritable camp d'accueil des réfugiés. En effet, le camp de Gado a accueilli plus de 29 164 réfugiés (HCR, 2021)¹. On serait donc passé d'une population de 17 594 réfugiés en 2014 à 29 164 réfugiés en 2021. La figure 3 ci-dessous permet d'apprécier la tendance évolutive de la population réfugiée.

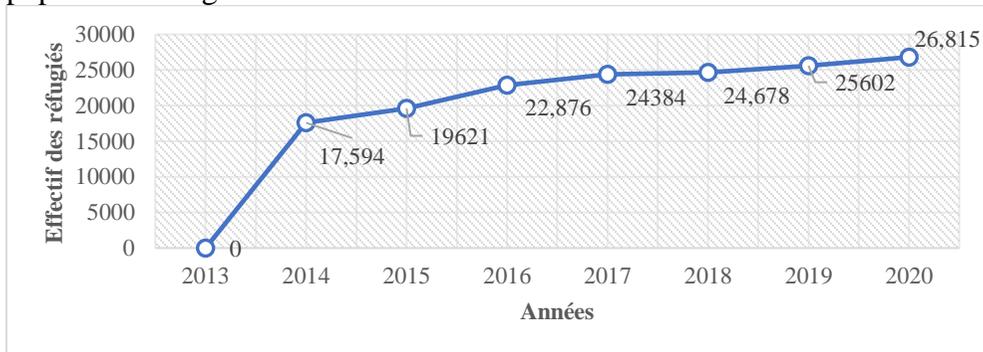


Figure 2. Evolution du nombre de réfugiés dans le camp depuis sa création
Source : HCR, Enquêtes de terrain, Novembre 2020)

L'évolution constante de la population réfugiée marque ainsi un taux de croissance très rapide qui exige indirectement une prise en charge importante de la part des différents acteurs.

Collecte de données

Dans le cadre de ce travail, la méthode hypothético-déductive a été choisie pour guider la recherche. À ce propos, les résultats ici présentés proviennent de l'analyse de sources primaires et secondaires.

En ce qui concerne les sources primaires, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de 05 personnes ressources. À savoir : le secrétaire général de la Mairie de Garoua-Boulai, l'adjoint du sous-préfet de Garoua-Boulai, le chef du village de Gado-Badzéré, le responsable du camp de réfugiés de Gado-Badzéré, la secrétaire de l'association *African Initiative for Relate and development* (AIRD) qui est une organisation non gouvernementale qui a pour rôle de coordonner, reporter toutes les activités des partenaires qui se déroulent sur le site au HCR. Ces entretiens ont été cadrés grâce à l'administration d'un guide d'entretien soumis à chaque acteur. Au vu de la différence des capacités et ressources dont dispose chacun des

¹Rapport Global du HCR Cameroun sur les réfugiés centrafricains dans le camp de Gado-Badzéré, 2021

acteurs interviewés, des focus group ont été organisés avec la participation des réfugiés. De même, un questionnaire a été élaboré et adressé à près de 220 réfugiés présents sur le site. Ainsi, des questions spécifiques ont été adressées directement aux réfugiés. Ces questions se sont avérées utiles, notamment pour contraster les actions menées par les différents acteurs responsables de la prise en charge des réfugiés et le vécu ou le ressenti de ces derniers.

Pour ce qui est des sources secondaires, une analyse documentaire a été réalisée. Celle-ci portait sur les publications des rapports du HCR au niveau international et national, y compris des rapports d'évaluation et d'activités, principalement les rapports globaux sur le profil du site du camp de Gado-Badzéré. De même, une exploitation des bases de données bibliographiques a été faite. Elle reposait essentiellement sur l'exploitation des articles et ouvrages scientifiques. Elle a permis de faire une analyse introductive de la gestion des réfugiés d'autres contrées, tout en permettant de discuter les résultats obtenus sur le terrain.

Résultats

Situation des réfugiés dans le village Gado-Badzéré

- *Caractéristiques démographiques*

L'analyse des caractéristiques sociodémographiques des réfugiés a permis de faire valoir les résultats suivants. La population centrafricaine réfugiée présente dans le camp de Gado-badzéré est majoritairement peulh. La principale religion pratiquée par ces derniers est l'islam. En effet, cette population réfugiée est essentiellement constituée de jeunes. La tranche d'âge moyenne des sujets interrogés oscille entre de 35 à 40 ans. Elle est constituée majoritairement de femmes et des filles à 43% et d'enfants (de moins de 18 ans) à 47%. Toutefois, la présence d'un faible effectif de représentation des hommes n'est pas à négliger, soit 10%. Ceci permet de mettre en exergue une population essentiellement vulnérable.

De plus, les données empiriques liées à la question de l'éducation des réfugiés ou encore de leur niveau d'instruction permet de révéler que 39 réfugiés sur 220 réfugiés enquêtés ont un niveau d'étude allant jusqu'au secondaire. 127 réfugiés sur les 220 enquêtés n'ont aucun niveau d'étude. Ce faible taux du niveau d'instruction des réfugiés alourdit la tâche des différents acteurs à l'œuvre dans la prise en charge des réfugiés et par la même occasion compromet le projet d'auto prise en charge des réfugiés.

- *Conditions de vie des réfugiés à Gado-Badzéré*

Sur le plan du logement, dès leur arrivée, les réfugiés bénéficient des logements, bien qu'étant des habitats provisoires encore considérés comme abris d'urgence. En effet, dès leur arrivée, il urge de leur offrir un toit, pour assurer leur protection contre les intempéries, les réfugiés accueillis et installés dans le camp bénéficient des abris d'urgence, des latrines aménagées

non loin de leurs cases, etc. Cependant, il est important de souligner que ces abris d'urgence comme leurs noms l'indiquent sont des habitats provisoires qui n'offrent pas beaucoup de sécurité. En outre, ces habitats ne disposent pas de source d'électricité encore moins d'immobilier. De ce fait, des kits d'urgence leurs sont remis lors de leur installation comportant des nappes, lampes solaires et quelques découpes de tissu qu'ils emploieront à la place des portes et/ou comme couvertures.

L'emploi, quant à lui reste un domaine délicat où la disponibilité n'est pas très mise en avant. Les réfugiés sont le plus souvent appelés à s'auto-employer pour survenir à leur propre besoin. L'emploi est un domaine qui présente encore de nombreuses difficultés d'accessibilité. En effet, il est quasi impossible de parler du taux d'emplois ou encore d'activités pratiquées par les réfugiés dès leur arrivée. Dans la mesure où la plupart des réfugiés sont chargés d'émotions, de traumatismes et ne peuvent par conséquent pas dans ces conditions directement se lancer dans une quelconque activité. De même le faible niveau d'instruction de la majorité des réfugiés ne favorise pas l'intégration rapide des réfugiés dans les différents secteurs d'activités dans lesquels ceux-ci pourraient être employés. Cependant, il est important de souligner le problème foncier qui se pose avec acuité au vu de l'afflux des réfugiés.

Parlant des moyens de subsistance mis à la disposition des réfugiés, force est de constater que dès leur installation, ces derniers vivent essentiellement des aides alimentaires constituées en Kits qu'ils reçoivent des acteurs humanitaires. Ces kits alimentaires sont essentiellement composés de pâtes alimentaires, de boîtes de conserves, du riz, des bouteilles d'huiles raffinées, de quelques morceaux de savon de ménage ... Cependant, il est important de souligner que cette aide a tendance à être revue à la baisse du fait du nombre de réfugié sans cesse grandissant. Cette croissance rapide de la population réfugiée impose de ce fait la mise sur pieds de multiples critères de sélection qui désormais sont appliqués afin de venir en aide aux plus vulnérables.

- ***Gestion des réfugiés***

Face aux problèmes des réfugiés, de multiples acteurs interagissent pour tenter d'apporter deux types de réponses : les réponses immédiates et les réponses à moyen et long termes.

Réponses immédiates

- ***Identification et enregistrement***

La première réponse apportée aux réfugiés dès leur arrivée dans le camp est l'identification et l'enregistrement de ceux-ci. Cette procédure consiste à se faire enrôler par les organismes responsables de la fourniture des cartes et documents légaux pour réfugiés.

En effet, la possession de tels documents permet de prouver leur statut de réfugié et leur permet par ricochet de bénéficier de certains petits avantages qui leur sont propres. Entre autres, des dons divers, de pouvoir avoir une pièce d'identité pour faciliter les déplacements et même les identifications lors des patrouilles, de pouvoir inscrire les enfants à l'école, de bénéficier de certains privilèges au centre de santé intégré etc. Ainsi, la figure ci-dessous illustre quelques documents indispensables aux réfugiés.



Photo 1. Pièces d'identification des réfugiés (Source : Enquêtes de terrain, Novembre 2020)

Les pièces visibles sur cette figure renvoient respectivement à la carte d'identification du réfugié pour le premier qui est assimilable à la carte nationale d'identité d'une personne propre à son pays d'origine. Elle permet de révéler l'identité du réfugié en déclinant son nom, son âge, et surtout son pays d'origine, afin de rendre fluide les contrôles sécuritaires. La seconde illustration est un document de regroupement familial. Il fait état de l'identification du parent et de ses différents enfants en déclinant leurs noms et différents âges. Permettant ainsi de savoir s'il s'agit d'un groupe cible (vulnérable). C'est-à-dire groupe principalement constitué d'enfants de moins de 5 ans qui sont classés en priorité lors des différentes prises en charges. Il est également indispensable pour recevoir les différents dons.

- **Construction des abris (logements)**

En ce qui concerne la situation de logement des réfugiés, les réfugiés sont progressivement installés dans des habitats sémi-dur. En effet, les réfugiés passent des habitats d'urgence faits essentiellement de bâches blanches floqués du logo du HCR pour des habitats sémi-dur faits en briques de terre et en planches. Ces actions de constructions sont menées par les réfugiés accompagnés des ONG en charge de la construction des abris (WASH, etc.) en fonction des matériaux qu'ils disposeront.



Planche 1. Illustrations des abris en matériaux provisoires dans le camp de Gado-Badzéré
(Source : Tiomo, Novembre 2020)

La planche 1 ci-dessus permet d'illustrer les différents autres types d'abris présents sur le site. Il est également à noter que tous ces abris sont recouverts de bâches blanches aussi bien, les abris d'urgence que ceux en semi dur permettant ainsi de signaler la présence d'un espace humanitaire (camp de réfugié) en cas d'exploration aérienne de l'espace par exemple. De même, il est important de noter que les abris d'urgence sont occupés par des nouveaux venus. Par contre, les abris semi dur sont occupés par les réfugiés les plus anciens dans le camp. En illustration, le bloc 8 qui est classé parmi les derniers blocs du site est constitué essentiellement d'habitat d'urgence et est occupé par les nouveaux réfugiés accueillis sur le site. Par contre, les blocs 1,2 voire 3 laissent progressivement place aux habitats semi-durs ; occupés principalement par les réfugiés les plus anciens. Une ancienneté qui varie de 5 à 7ans.

- ***Appui à l'éducation des enfants et des femmes***

Le domaine éducatif est l'un des domaines clés de la prise en charge des réfugiés. Une recrudescence du taux traduit une avancée des actions menées par les organismes humanitaires, mais aussi et surtout, d'une volonté des réfugiés à s'auto prendre en charge. Des effectifs relativement stables sont observés, notamment 1 243 élèves représentent l'effectif total de tous les cycles de l'école publique de Gado-Badzéré ; soit 260 élèves camerounais sur 983 élèves réfugiés, ce qui traduit une implication des réfugiés à s'auto construire. Force est de constater que l'éducation n'a pas toujours fait partie intégrante de la vie de ces réfugiés. De ce fait, les réfugiés ont bénéficié après leur installation dans le camp en 2014 d'un aménagement d'infrastructures en matériaux provisoires (constructions en planches) destiné à assurer le suivi scolaire des enfants plus précisément des enfants en classe primaire. Par la suite, des réformes ont été faites dans ce domaine permettant d'apprécier de nos jours l'aménagement des écoles primaires en matériaux durs respectant les normes pouvant accueillir un bon nombre d'enfants. Les photos ci-après permettent d'apprécier le changement.



Planche 2. Anciennes et nouvelles salles de classe des enfants réfugiés dans le camp de Gado-Badzéré (Source : Tiomo, Novembre 2020)

Ces images mettent en exergue la grande transformation des infrastructures d'accueil des écoliers, des anciennes salles de classes essentiellement en planche et très ouvertes (planche 1 a) aux nouvelles salles (planche 1 B et C) construites en dur et bien équipées. Elles offrent ainsi, un cadre attrayant pour assurer l'éducation des enfants réfugiés en classes primaires. De même, des ETAPes (Espace Temporaires d'Apprentissage et de Protection des Enfants) sont mis en œuvre pour les enfants en âge préscolaire afin d'assurer leur encadrement et leur préparation aux études primaires.

De plus, il est important de souligner que l'alphabétisation des femmes est un exercice en cours dans le camp de réfugié de Gado. Ces femmes et filles sont plus vulnérables (aux violences basées sur le genre) et moins couvertes par les interventions à haut impact telle que l'éducation. D'où l'intérêt de porter également une attention particulière à leur éducation. Ainsi donc, leur engouement et leur participation malgré, les réticences de leur mari est un résultat plutôt positif. De plus, l'une des caractéristiques de la population réfugiée qui est en majorité Peulh et musulmane est la non scolarisation, surtout celle de la jeune fille, encore moins celle de la femme. Venus de la Centrafrique avec leurs coutumes et mœurs, les réfugiés sont durant leur séjour dans le camp de Gado-Badzéré appelés à participer mieux encore à intégrer un certain nombre d'activités afin de pouvoir se mettre sur la route de l'autonomisation. C'est ainsi que 7 à 13 femmes sur 36 femmes réfugiées comprises dans un intervalle d'âge pouvant recevoir des enseignements suivent des cours d'alphabétisation ; ce qui est à encourager.



Photo 2. Cours d’alphabétisation des femmes réfugiées dans le camp de Gado-Badzéré.
(Photo Tiomo, Novembre 2020)

Cette photo 2 permet de témoigner de la participation réelle des réfugiés au programme d’alphabétisation de la jeune femme. Cela dit, bien qu’étranger à leur culture, les réfugiés s’adaptent aux différents projets qui leur sont proposés en commençant par s’instruire, preuve de leur volonté à s’intégrer.

- ***Appui à la santé***

La présence du centre de santé intégré de Gado-Badzéré vient en réponse aux questions de santé des réfugiés. Il est fonctionnel, aménagé et équipé pour la prise en charge en matière de santé autant bien pour les villageois que pour les réfugiés. De plus, il a été restructuré depuis l’afflux des réfugiés permettant ainsi d’optimiser ses capacités de réponses aux problèmes sanitaires de la localité et même des besoins des populations des villages voisins en matière de santé. En 2020, les chiffres donnés par le HCR, faisaient état de ce que dans le camp des réfugiés de Gado-Badzéré. Il y avait en son sein 3992 réfugiés considérés comme personnes à besoins spécifiques qui nécessitent une attention particulière. En effet, parmi ces besoins, le HCR a identifié les femmes en situation de risque, les enfants à risque, les personnes âgées à risque, les parents seuls, les enfants accompagnés ou séparés. A ces groupes s’ajoute les personnes avec handicap, les personnes à condition médicale sérieuse, les personnes à besoin particulier de protection légale et physique. En guise de réponse à ces besoins, il y a eu la rénovation du centre de santé intégré de Gado-Badzéré.

- ***Appuis alimentaires***

De plus, les réfugiés bénéficient des appuis alimentaires. La sécurité alimentaire fait référence à la disponibilité des aliments dans une zone donnée (production locale, importations, aide alimentaire...), à l’accessibilité des denrées par les ménages (prix et pouvoir d’achat, production propre, échanges, dons...) et à leur utilisation individuelle en termes de préparation des aliments et l’absorption des nutriments. À la question de savoir s’ils recevaient des dons

alimentaires dans le camp, les informations présentées par la figure ci-après ont été retenues:

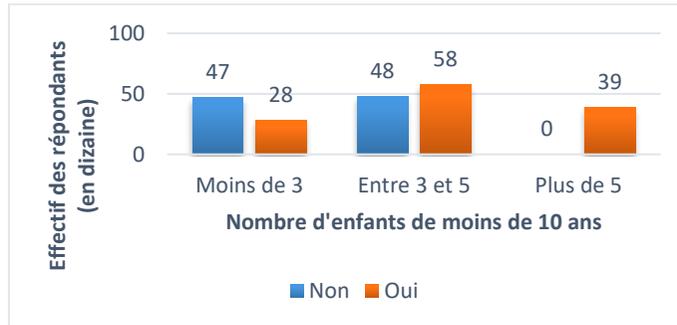


Figure 3. Proportion des réfugiés affirmant recevoir ou pas des dons alimentaires.
(Source : Enquêtes de terrain, Novembre 2020)

Comme le montre la figure ci-dessus, 61% des réfugiés ont affirmé recevoir des dons alimentaires dans le camp (planche 3). Par contre, 39 % estiment ne pas recevoir des dons alimentaires. La réalité qui découle de cette figure révèle aussi que le nombre d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est un indicateur assez important. En effet, comme on peut le voir, la technique de « ciblage » est un principe par lequel la priorité est donnée aux ménages avec beaucoup d'enfants de 0 à 10 ans.



Photo 3. Distribution des biens alimentaires aux réfugiés dans le Camp de Gado-Badzéré
(Photo Tiomo, Novembre 2020)

Les dons reçus par les réfugiés sont très souvent des aliments de première nécessité comme le riz, l'huile, le cube d'assaisonnement, etc.

Réponses à long terme

- ***L'intégration locale des réfugiés centrafricains dans le village Gado-Badzéré***

L'intégration locale apparaît ici comme la principale alternative offerte à ces réfugiés qui n'éprouvent plus le besoin de retourner dans leurs pays

d'origine. Les raisons de ce choix sont diverses et les formes d'intégration sont plurielles.

- ***Intégration à travers les activités économiques***

Dans le domaine de l'emploi, l'État, le HCR et ses organismes partenaires ont mis sur pied un ensemble de dispositifs pour répondre au problème de dépendance des réfugiés. À la question de savoir quelles étaient les activités pratiquées par ces réfugiés, les informations présentées par la figure ci-après ont été retenues :

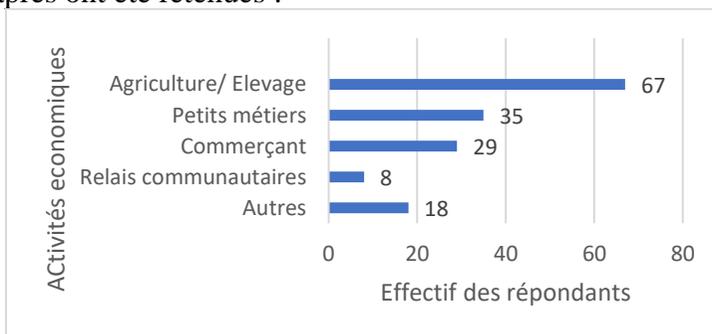


Figure 4. Activités économiques des réfugiés du camp de Gado-Badzéré.
(Source : enquêtes de terrain, novembre 2020)

À la lecture de cette figure, l'agriculture et/ou l'élevage occupent principalement la première place des activités menées par les réfugiés. Les petits métiers et autres développés par les réfugiés ne sont pas à négliger tant ils contribuent à l'autonomisation des réfugiés.

L'agriculture est de loin la principale activité des réfugiés rencontrés dans le site. L'agriculture concerne beaucoup plus les cultures vivrières. La principale culture de rente qui est le tabac connaît une chute et une tendance à l'abandon. Les cultures pratiquées par les populations sont le manioc, l'igname, l'arachide, le maïs et la patate.

En ce qui concerne le commerce, les échanges commerciaux sont basés pour la plupart sur les produits agropastoraux et de première nécessité. Par exemple, la culture et la commercialisation du tubercule de manioc sous différentes formes. Le manioc fait partie des principales cultures développées par les réfugiés. Produit de prime abord pour l'autoconsommation, il est de plus en plus transformé en poudre de manioc pour la commercialisation permettant ainsi à ces réfugiés d'avoir un peu d'argent pour couvrir d'autres besoins fondamentaux. La photo 5 ci-dessous permet de voir l'une des étapes qui rentre dans la transformation des tubercules de manioc avant sa commercialisation.



Photo 4. Séchage du manioc. (Source : Tiomo, Novembre 2020)

Avant d'être commercialisé ou consommé sous forme de couscous, le manioc est préalablement trempé pendant quelques jours puis pressé (pour ne citer que ces grandes étapes), étalé et séché comme l'illustre la photo ci-dessus avant d'être écrasé pour la transformation en farine de manioc par les réfugiés.

De plus, la coupe et la vente de bois sont d'autres activités développées par les réfugiés. Autrefois destinée uniquement à la construction des abris ou encore au chauffage, elle est tout doucement retournée vers la commercialisation permettant ainsi à certains de pouvoir subvenir à leur propre besoin. Ceci est rendu possible par la présence des forêts dans les périphériques des zones d'habitations du camp. Il est important de souligner que le camp est situé dans l'une des plus grandes zones forestières du Cameroun et donc le bois fait partie des principales ressources naturelles exploitées par les réfugiés.



Photo 5. Coupe de bois mis au séchage destinée à la commercialisation (Source : Tiomo, novembre 2020)

En effet, avant toute vente, le bois ramené des forêts est séché devant les habitats des réfugiés avant d'être transporté pour la commercialisation au

marché de la place, ouvert chaque mercredi, jour retenu comme jour du marché du village Gado-Badzéré.

De même, les réfugiés sont également impliqués dans des activités d'appui. En effet, dans le camp de Gado-Badzéré, plusieurs sont ces réfugiés qui se sont vu confier certaines responsabilités afin de leur permettre de gagner de l'argent et s'occuper de leurs familles. C'est ainsi que certains d'entre eux ont été affectés comme agents d'appui dans certaines structures en charge par le HCR comme le centre de santé où 3 réfugiés centrafricains ont été engagés comme personnels d'appui ou encore comme relais de santé communautaire. De plus, des informations signalent 2 réfugiées du camp (essentiellement des femmes) en service chez des particuliers comme femmes de ménage. Sans oublier ces réfugiés qui ont été engagés dans les comités de gestion du camp. Mais, selon certains de ces réfugiés, il s'agit des activités qui ne rapportent pas assez de revenu. Néanmoins, ces revenus leur permettent de s'occuper de leurs familles. En effet, près de 52% des réfugiés affirment recevoir un salaire compris entre 30 000 et 50 000 FCFA, tandis que 48% déclare recevoir un salaire de moins de 30 000 FCFA. Ces montants se rapprochant pour d'aucun du SMIG camerounais (Salaire minimum interprofessionnel garanti) qui est de 36 270F ; et pour d'autres qui l'excèdent, ils ne sont pas négligeables en ceci qu'ils contribuent de manière efficace à l'autonomisation des réfugiés.

- ***Une cohésion de plus en plus forte avec les populations autochtones***

L'intégration des réfugiés dans le camp de Gado s'observe aussi à travers la nature de la cohabitation avec les autochtones. En effet, à l'appréciation de la nature de ces relations, les avis présentés dans le tableau 2 ci-après ont été relevés :

Table 2. Nature des relations entre les réfugiés et les autochtones

Valide	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Amicale	162	73,6	73,6	73,6
Conflictuelle	10	4,5	4,5	78,2
Neutre	48	21,8	21,8	100,0
Total	220	100,0	100,0	

Source : enquêtes de terrain, Novembre 2020

Le tableau ci-dessus illustre le pourcentage attribué à la qualité des relations entre les réfugiés et les autochtones. Un pourcentage de 73,6% de réponses obtenues pour une qualification de relation amicale contre 4,5% de réponses orientée vers une qualification de relation conflictuelle a été enregistré. Bien que le taux de 21,8% de réponses neutres ne soit pas négligeable, l'on peut conclure en affirmant que les relations réfugiés-population locale sont dans l'ensemble bonnes. Ceci traduit dans une certaine mesure une intégration des réfugiés dans le village et aussi, favorise une cohésion sociale entre ces derniers.

- **Appartenance à des associations**

Une autre forme d'intégration observée chez ces réfugiés, c'est leur appartenance à des associations locales. En effet, comme on peut le voir à partir de la figure ci-après, 30% des réfugiés rencontrés ont avoué appartenir à des associations locales.

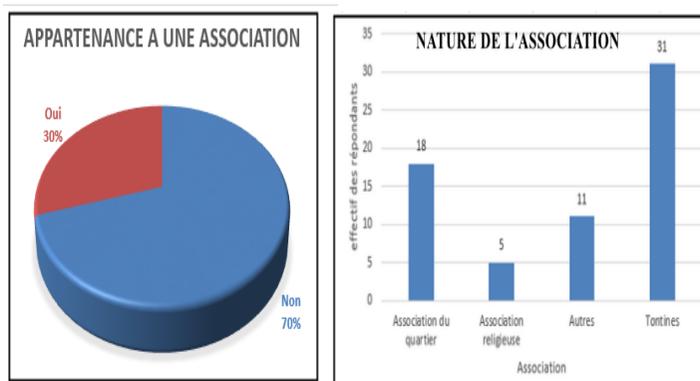


Figure 5. Appartenance des réfugiés à des groupes associatifs.
(Source : enquêtes de terrain, novembre 2020)

Ces deux représentations traduisent deux réalités. Dans un premier temps, il est présenté l'appartenance aux associations (à gauche). Un faible taux d'appartenance aux associations de la part des réfugiés; soit 30% d'actifs contre 70% de non-actifs dans des associations est observé. Ce qui pourrait se justifier par multiples raisons (faibles revenus, refus de s'intégrer, différends, etc.). Dans un second temps, (30%) des réfugiés appartiennent aux associations (à droite). Ainsi, il existe des regroupements organisés en association du quartier; soit 18% d'intervenants réfugiés, les associations religieuses; soit 5% des représentations réfugiées, autres types d'associations 11%, et enfin les tontines; soit 31% de participants réfugiés. Il est important de souligner ici que, les associations telles que les tontines ne pourront être développées que par les réfugiés pratiquant une activité avec un revenu minimum. Ceci étant, l'association serait donc dans une certaine mesure un moyen de favoriser la cohésion sociale entre les réfugiés, mais aussi entre les réfugiés et la population.

- **Une nouvelle vision d'intégration.**

Toujours dans la même lancée du processus d'intégration locale des réfugiés centrafricains dans le village Gado-Badzéré, ces derniers ont développé d'autres formes d'intégration locale se traduisant par des déplacements vers le village proprement dit, ainsi que le développement des mariages mixtes mettant ainsi en exergue le désir de s'intégrer localement.

- ***Délocalisation en compte-goutte de certains réfugiés centrafricains du camp vers la communauté***

Le phénomène de déplacement des réfugiés du camp vers le village Gado-Badzéré proprement dit serait un exemple concret d'une véritable intégration locale pour certains réfugiés. En effet, il est à noter que pour parvenir à cette étape de transition, l'ancienneté et l'adaptation seraient les deux conditions *sine-qua-none* pouvant motiver les réfugiés à quitter le camp pour s'installer dans le village proprement dit. C'est ainsi que, par exemple, les réfugiés avec près de 5 à 7 ans d'ancienneté s'adaptent et migrent vers le village. Cela dit, même s'il n'en est pas le cas pour toute la population réfugiée comprise dans cet intervalle d'ancienneté. Selon les données de terrain, près de 85% de la population à une ancienneté comprise entre 5 et 7 ans. De ces 85% , moins de la moitié de la population réussie à se passer de l'aide humanitaire. Ce manquement est l'une des raisons qui encourage souvent la majorité des réfugiés à chercher mieux ailleurs en s'installant hors de camps. Une fois hors des camps, ceux-ci se lancent dans le développement de certaines activités à caractère économique ou associatif. Ceci permet de montrer la rupture totale de la dépendance aux aides humanitaires et une véritable prise en charge par les réfugiés exaltant ainsi l'intégration locale.

Plus de la moitié de la population réfugiée; soit 85% est comprise dans un intervalle d'ancienneté situé entre 5 et 7 ans ; sauf que cet ensemble ne constitue pas dans son intégralité le taux des personnes qui se déplacent pour s'installer dans le village proprement dit du fait de la défaillance du second paramètre clé qu'est l'adaptation.

- ***Développement des mariages mixtes***

Une nouvelle forme d'intégration est peu à peu observée chez les réfugiés. Il s'agit du développement des mariages mixtes. Bien qu'évalué à un faible pourcentage; soit 10% des cas observés sur l'ensemble de la population enquêtée, il n'en demeure pas moins que cela reste bel et bien une stratégie développée par les réfugiés afin de trouver des moyens d'intégration locale et de quitter définitivement sous l'égide des responsables humanitaires. En effet, les mariages mixtes sont développés à la fois entre centrafricains et camerounaises, entre centrafricaines et camerounais. Notons que cette population du village Gado-Badzéré essentiellement attachée aux mœurs et aux coutumes ne trouve pas très souvent nécessaire de faire le recours aux services de la commune pour rendre officiel leur mariage. Avec une fréquence très basse des mariages civils; soit 1% des cas par mois, voire la quasi-inexistence des mariages entre réfugiés ou même entre réfugiés et camerounais/camerounaise célébrés à l'état-civil dans l'arrondissement de Garoua-Boulai. C'est ainsi que la totalité des mariages qui se déroulent entre les populations restent centrés dans le village limitant ainsi l'action de la mairie dans la célébration des mariages civils. Tout se passe au niveau des

différentes familles dans certains cas spécifiques à travers les mariages coutumiers. Il est important de souligner que pour la quasi-totalité, ces mariages se justifient implicitement par la recherche d'abri, de terre et d'autres intérêts propres.

- ***Le retour libre consenti : une alternative sûre pour les réfugiés***

Le caractère amorphe de certains réfugiés face aux différentes activités qui leur sont proposées, en plus de cela, les intérêts cachés de ces derniers liés au retour volontaire sont quelques points d'appui pouvant justifier le choix du retour volontaire. La non-adhésion aux divers programmes proposés faisant suite aux projets stériles fait office d'illustration du caractère amorphe des réfugiés face aux initiatives de prise en charge de ces derniers. Malgré les multiples actions menées auprès des réfugiés, plusieurs autres réfugiés réagissent défavorablement aux programmes qui leur sont proposés.

En effet, multiples raisons sont énoncées par ces derniers pour justifier leur non adhésion et non-participation aux différents programmes et activités mis sur pied par les organismes à leur endroit. Pour certains, la non-acceptation de leur situation actuelle (de réfugié) serait la principale cause. Parmi ces derniers, certains vivaient dans l'autosuffisance avec un certain nombre de richesse accumulé au long de leur vie. D'autres possédaient des biens qui leur permettaient de se prendre en charge et d'en faire autant pour leur conjoint et progéniture. Réaliser avoir perdu tout cela est un choc déstabilisant et démoralisant dont beaucoup ne réussissent pas facilement à surmonter et donc la seule alternative pour eux serait le retour.

Pour d'autres par contre, la non-participation aux activités mises sur pied est surtout liée à une incapacité et une absence de volonté de ces réfugiés à s'investir dans des activités autres que celles qu'ils ont eu l'habitude de mener. C'est ainsi qu'un réfugié déclare : « *Nous sommes habitués depuis tout petit à faire paître les troupeaux, à part ça, nous ne savons plus rien faire* ». Au vu de cela, la non-adhésion des réfugiés aux séminaires de formations pour la création des AGR ou encore leur non-participation aux activités de champ communautaire tire leurs origines. De ce fait, suite à la non-adhésion et non-participation aux différentes activités et programmes, ne recevant plus contrairement des aides venant des différentes structures du HCR, ces derniers préfèrent opter pour un retour volontaire.

Toujours dans le souci d'autonomisation des réfugiés, certains parmi ces derniers se sont lancés dans la création des AGR consécutifs aux différentes formations suivies. Cependant, le non suivi des programmes de formation jusqu'au bout et ou encore les désirs orientés vers d'autres activités ne favorisent pas très souvent la réussite de leurs projets. Pour ces derniers qui ont un minimum de volonté pour se mettre au travail afin de pouvoir s'autogérer, le moindre rebu à leur accomplissement semble ruiner tout leur

engouement, les retournant ainsi au désespoir et au désir ultime qui est le retour au pays d'origine.

Les données collectées sur le terrain ont permis de constater que plusieurs autres raisons justifiaient le désir ardent de certains réfugiés de rentrer dans leurs pays d'origine. En effet, il s'agit des multiples difficultés rencontrées répertoriés dans le tableau 3 ci-après.

Table 3. Difficultés rencontrées par les réfugiés

Difficultés rencontrées	Réponses		Pourcentage d'observations
	N :	Pourcentage :	
Manque d'emploi	1	0,3%	0,5%
Insécurité	19	57,4%	88,6%
Rareté des ressources	12	37,4%	57,7%
Accès difficile à la terre	1	0,3%	0,5%
Autres	16	4,7%	7,3%
Total	34	100,0%	154,5%

Source : enquêtes de terrain, novembre 2020

Le tableau ci-dessus permet de mettre en exergue les difficultés que rencontrent les réfugiés dans le village Gado-Badzéré. En effet, les principales difficultés recueillies auprès des réfugiés sont l'insécurité avec un taux de 57,4% et la rareté des ressources soit 37,4%. La recrudescence des vagues de réfugiés dans le village Gado-Badzéré continue de favoriser l'insécurité, mais aussi et surtout, la rareté des ressources qui deviennent insuffisantes pour satisfaire les besoins de toute la population et qui s'épuisent.

Suite à l'incapacité et/ou manque de volonté des réfugiés à s'intégrer dans le village Gado-Badzéré, des retours volontaires libres et consentis sont pratiqués en réponse à ces derniers. En effet, en réponse aux désirs de certains réfugiés, le HCR et ses organismes partenaires ont organisés des retours volontaires en respectant les statuts des réfugiés de la convention de 1951 et ceux du protocole de 1967 portant sur les conditions d'application des solutions durables (plus spécifique le rapatriement libre consenti). Et par la même occasion, leur offrant dès leur arrivée dans le pays d'origine une somme standard encore appelée « *paquet minimum* » pour les aider et les soutenir dans le processus de recommencement de leur vie. C'est ainsi qu'il a été organisé au sein du camp de Gado-Badzéré des retours volontaires en vague d'environ 350 réfugiés centrafricains désireux de retourner librement en Centrafrique les journées du 25 novembre, du 02 décembre et du 15 décembre 2020 par

l'intermédiaire de l'agence de transport NARRAL voyage. La planche ci-après permet d'illustrer les moments de départ de ces réfugiés.



Photo 6. Convoi humanitaire pour le retour volontaire des réfugiés centrafricains de Gado-Badzéré (Source :prise de vue Tiomo, novembre 2020)

Cette planche présente un moment important du retour des réfugiés : l'embarquement des réfugiés ayant librement choisi de rentrer dans leur pays d'origine, cette opération est encore appelée « VOLREP ». Il est important de souligner que lorsque les réfugiés rentrent dans leur pays, ils ne sont pas réinstallés dans leurs villes et villages d'origine, mais dans d'autres villes et villages où ils y règnent plus de calme et de sécurité.

Limites dans la gestion des réfugiés et solutions durables

Ces limites portent sur l'ensemble des actions menées auprès des réfugiés dont quelques-unes sont présentées ci-dessous.

Parlant de l'identification des réfugiés, le HCR a affirmé que l'enregistrement biométrique améliorerait la protection des réfugiés. Cependant, les réfugiés ne détenant pas ces documents légaux ou encore détenant des documents expirés font face à un handicap. Face à cela, les réfugiés ne peuvent ni recevoir des dons, ni même se déplacer. Ainsi, cette situation permet de comprendre la nécessité pour ces réfugiés d'obtenir le plus rapidement possible ces documents légaux et dont la non-détention ou l'expiration cause des dommages surtout aux plus nécessiteux créant ainsi un handicap dans leur prise en charge d'où la classification de cet élément comme l'un des problèmes fondamentaux que rencontre bon nombre de réfugiés centrafricains.

La réponse apportée au problème de logement des réfugiés dès leur arrivée suscite des inquiétudes. Ces réfugiés dès leur arrivée bien qu'accueillis et mis sous abris, vivent dans des conditions de logement peu enviables. Dans des abris exposés aux intempéries et autres. Mais aussi et surtout, dans des conditions de promiscuité et de vulnérabilité. En effet, les abris d'urgence offerts aux réfugiés ne respectent pas toujours les règles d'hygiène et de sécurité. De ce fait, il est important pour tous les acteurs humanitaires et

personnes œuvrant dans la prise en charge de ces derniers de mettre tout en œuvre pour améliorer cette situation peu confortable.

Pour ce qui est de l'appui à l'alimentation, une analyse de la situation alimentaire des réfugiés a permis de constater que plusieurs critères à l'instar de la taille du ménage peuvent influencer l'octroi des dons aux ménages. En effet, du fait de la recrudescence des réfugiés dans le camp de Gado-Badzéré, et des failles que rencontre de plus en plus le HCR (la réduction de plus en plus des donateurs, la baisse des fonds, la prolifération continue des situations de crises un peu partout dans le monde...), le HCR et ses organismes en place optent désormais pour une politique de « ciblage » de la population devant recevoir des dons. Ainsi, un certain nombre de critères sont désormais exigés pour bénéficier d'un certain type de don. Il en découle que les ménages reçoivent les dons en fonction du nombre d'enfants de moins de 5 ans présents dans le ménage dans certains cas, et du nombre de femmes dans les foyers polygamiques dans d'autres cas. Ainsi, ce sont les ménages ayant plusieurs enfants surtout, ceux de moins de 5 ans qui reçoivent régulièrement les dons alimentaires, au grand désarroi des autres réfugiés. Du fait donc de ce ciblage, des milliers de réfugiés dans les camps ne perçoivent plus rien.

S'agissant des actions menées dans le domaine économique pour venir en aide aux réfugiés, le principal problème qui demeure est celui du manque et/ou de la baisse de finances pour soutenir les projets et activités des réfugiés de la part des acteurs humanitaires. En effet, suite aux différentes formations encourageant les réfugiés à mettre sur pieds des AGR, le manque de capitaux nécessaires pouvant favoriser le développement de ces activités reste l'un des principaux freins auquel font face bon nombre de réfugiés désireux de s'investir dans une quelconque activité génératrice de revenu. Parmi les problèmes rencontrés par les réfugiés, l'accès aux terres arables à proximité du site est un réel handicap. De même ces derniers font face au manque de mécanisme favorable pour l'accès au crédit auprès des micro-finances. Ces quelques éléments sont autant de facteurs qui jouent en défaveur de l'éclosion économique des réfugiés.

Ainsi, pour palier à toutes ces situations qui limitent les actions mises en place en faveur des réfugiés, un système d'engrenages doit être mis en place mettant en action directe à la fois le HCR et ses partenaires, les réfugiés et la population locale. Ceci pourrait être fait dans le but de proposer des solutions innovantes et durables aux réfugiés. En effet, d'autres alternatives peuvent s'offrir aux réfugiés, mais elles passeraient par des préalables, notamment le réexamen des rapports entre le HCR et ses partenaires, pour une meilleure coordination des activités sur le terrain. Il s'agira ici de soumettre les différents intervenants dans la prise en charge de ces réfugiés à des évaluations, voire des contrôles. Mieux, il s'agira de mettre un accent particulier sur le suivi et l'examen trimestriel, voire mensuel des différents plans d'action articulés. Il

est question de mener des enquêtes aussi bien du côté des acteurs humanitaires, que du côté des réfugiés pour évaluer d'une part, et d'autre part d'appliquer convenable des plans d'actions énoncés au départ, d'atteindre des objectifs fixés et enfin d'évaluer les résultats obtenus.

La résolution des problèmes des réfugiés passe nécessairement par le renforcement de la coopération nationale, internationale et l'apport de tous. Ainsi, la communauté pourrait aider dans le sens de :

- Imposer le respect des droits de l'homme dans les États africains. En effet, les violations des droits de l'homme constituent l'une des causes profondes de l'existence des réfugiés. Il importe donc que la communauté internationale renforce son action dans ce domaine en vue d'enrayer le phénomène des réfugiés.

- Combiner l'aide aux réfugiés et développement du pays hôte. Nous avons constaté effectivement dans nos recherches l'hostilité croissante des populations qui pensent que l'intégration locale des réfugiés se faisait à leurs dépens. De même, les autorités politico-administratives n'ont aucun intérêt à chercher à intégrer les réfugiés du moment que leurs propres populations sont au chômage. Il nous paraît ainsi important de coupler l'assistance aux réfugiés avec l'aide au développement du pays d'accueil.

- Renforcer l'esprit de solidarité internationale : le problème des réfugiés devenant de plus en plus complexe, nombre d'États ont sensiblement diminué leur aide. L'UNHCR se trouve de plus en plus dans l'incapacité de remplir sa mission, son budget dépend en grande partie des contributions des États. Nous lançons encore une fois, un appel à la solidarité de la communauté internationale, car les problèmes des réfugiés nous concernent tous. Mais, le gouvernement camerounais, l'UNHCR et ses partenaires opérationnels locaux devraient prendre des mesures en vue de l'amélioration de la situation des réfugiés.

Adopter une nouvelle politique des distributions de vivres. Il est bien vrai que l'aide ne saurait être éternelle, mais il faudrait s'assurer que le réfugié a d'autres sources de revenus avant de supprimer les vivres. L'actuel système qui demande aux réfugiés de se présenter au service de distribution des vivres pour plaider leur cause (« ciblage »), présente quelques inconvénients. Non seulement, il crée le favoritisme et le clientélisme, mais encore, il arrive des cas des réfugiés qui manquent les frais de transport pour se présenter au bureau de distribution des vivres. À notre avis, les vivres devraient être distribués à tous les réfugiés dans le besoin sur une base périodique.

Promouvoir l'autosuffisance des réfugiés. Dans ce cas précis, l'UNHCR et le gouvernement camerounais devraient orienter grandement leurs actions vers la création des projets susceptibles d'assurer l'autosuffisance des réfugiés.

Discussion

Les résultats de la présente étude montrent que la gestion des réfugiés centrafricains dans le camp de Gado-Badzéré reste encore équivoque. En effet, malgré la présence de multiples acteurs sur le terrain, le défi de la gestion des réfugiés se pose encore avec acuité. Des analyses faites, il ressort qu'en matière d'accueil, les réfugiés provenant de la Centrafrique trouvent bon l'accueil au sein du camp de Gado-Badzéré dès leur arrivée, même si cela présente quelques insuffisances. Pour Mahamat, (2021), cet accueil est qualifiée d'hospitalité éphémère qui se transforme rapidement en hostilité. C'est dire avec cet auteur que la population locale serait hostile à l'installation des réfugiés après la phase d'urgence, faute d'une réponse structurée à long terme. Toutefois, des mesures sont prises dès leur arrivée pour faciliter leur installation telles que : l'établissement des documents légaux d'identification, la construction des habitats d'urgence, des dons alimentaires, ainsi que quelques mesures d'accompagnement aussi bien dans le domaine de la santé que dans le domaine de l'éducation pour ne citer que ceux-là. C'est également le cas des réfugiés dans le camp de Boulembé où l'appui à l'éducation reste un domaine incontournable ainsi que le souligne Kamdem, (2016) dans son analyse portée sur les différentes modalités de l'intégration d'une population réfugiée de Mandjou dans la région de l'Est Cameroun. À ces mesures présentées considérées comme immédiates, des mesures ou solutions dites de long terme sont offertes aux réfugiés. Ces solutions s'intéressent au devenir des réfugiés sur le territoire camerounais et portent soit sur l'intégration locale soit sur le retour libre consenti. Dans leur processus d'intégration, les réfugiés sont pour la plupart amenés à développer des activités génératrices de revenus et optent la plupart du temps pour une délocalisation en dehors des camps permettant ainsi une meilleure marge d'action et de mobilité pour leur autonomisation. Cette initiative est plutôt vue par Mahamat, (2021), comme un moyen pour éviter le confinement, la frustration et la dépendance dans les camps. Cette idée se justifie par le fait que les réfugiés présents dans les camps attendent le plus souvent tout des acteurs humanitaires et refusent pour certains de se lancer dans des initiatives d'AGR (Tiomo, 2021). Ce désintérêt mieux encore le caractère amorphe de certains réfugiés conduit souvent ceux-ci à opter pour un retour volontaire dans le pays d'origine. La solution de retour librement consenti, selon le HCR, est considérée comme solution durable ; cependant, elle est ici identifiée comme la seule alternative pour les réfugiés n'ayant pas réussi à s'intégrer localement. Voilà pourquoi pour Strang et Ager (2010), il est souhaitable de consentir davantage d'efforts pour réussir une intégration efficiente du réfugié dans la communauté d'accueil. En outre, Abeeku, (2011) observe qu'en règle générale, tout réfugié doit être en mesure de repartir volontairement dans son pays d'origine quand les conditions de

retour sont favorables (fin des conflits, baisse considérable de l'intensité des violences). Ce qui n'est pas toujours le cas dans les camps.

Toutefois, il est important de souligner que plusieurs handicaps se dressent contre le plein développement des réfugiés. Il s'agit entre autres des faiblesses des financements des projets intégrateurs, rareté des ressources, conflits agro-pastoraux et bien d'autres encore qui entravent le plein essor des réfugiés. À cet effet, force est de constater que la recrudescence sans cesse constante du nombre d'arrivants joue en défaveur des réfugiés déjà présents sur le site. Ces flux migratoires créent de nouvelles majorités démographiques qui provoquent à leur tour des insuffisances de ressources, obligeant la communauté d'accueil à s'offusquer du comportement des humanitaires. Ceci entraîne de manière indirecte de lourdes conséquences aussi bien sur le plan social que sur le plan environnemental. À ces limites observées, des solutions ont été proposées : le réexamen des rapports entre le HCR et ses partenaires, pour une meilleure coordination des activités sur le terrain, l'adoption d'une nouvelle politique de distribution des vivres, la promotion de l'autonomisation des réfugiés, et le respect des droits de l'homme. C'est dans cette lancée que Pourtier . (2006) propose une approche géopolitique dans la gestion des réfugiés à travers des solutions durables au problème . Dans le même ordre d'idée, nous avons proposé une gestion holistique et inter états à travers la réorientation de la gestion des réfugiés sur un angle sociopolitique et économique plutôt qu'humanitaire afin de résoudre le problème à la racine (Tiomo, 2021).

Conclusion

Face au nombre sans cesse croissant des réfugiés centrafricains majoritairement constitués des femmes et filles (43%) et des enfants de moins de 18 ans (47%), la gestion courante, qui se traduit par la fourniture des documents légaux d'identification, l'installation dans les abris d'urgence, l'appui à l'éducation, etc., a montré ses limites dans le camp de Gado-Badzéré. L'analyse des réponses de moyen et long terme pour mieux gérer ces derniers a permis de mettre en évidence deux possibilités. L'intégration locale à travers diverses activités dont le commerce, les postes de relais communautaire, l'agriculture, le développement des associations, les mariages mixtes, etc., permet une certaine autonomisation des réfugiés. Elle se fait avec le soutien de l'État camerounais, du HCR et de bien d'autres organismes et touche 53% des réfugiés. Parallèlement à l'intégration locale, le retour libre consenti constitue une autre alternative. Organisés autour du « VOLREP » (retour volontaire), ces retours accompagnés d'un « Paquet minimum » ont permis à 42% des réfugiés de regagner des zones plus calmes dans leur pays. Malheureusement ces derniers n'y mettent pas long et finissent par retourner, non plus dans le camp de réfugiés, mais désormais dans le village Gado-

badzéré ou dans les villages voisins. Pour qu'elles soient durables, ces solutions ont besoin d'être mieux accompagnées et mieux encadrées. De plus, les rapports entre le HCR et ses partenaires devraient être revus pour une meilleure coordination des activités sur le terrain et pour promouvoir davantage l'autonomisation des réfugiés. Il est clair que l'approche géopolitique qui tenterait de résoudre le problème à la racine serait l'idéal.

Conflits d'intérêts : Les auteurs ne déclarent aucun conflit d'intérêts.

References:

1. Abeeku, J (2011). "When Refugees Don't Go Home: The Situation of Liberian Refugees in Ghana." *Journal of Immigrant and Refugee Studies* 9 (2): 105–126.
2. Comprendre la crise centrafricaine : Mission de veille, d'étude de veille, de réflexion prospective sur la crise Centrafricaine et ses dimensions culturelles et religieuses. <https://www.observatoirepharos.com/France/rapport-pharos-Centrafrique-19-02-2015> consulté le 25 Novembre 2022
3. Kamdem, P(2016). « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés Centrafricains de la région de l'Est-Cameroun », Espace populations sociétés, 2016/3/2017, DOI : 10.4000/eps.7019s
4. HCR (2009). « *Rapport de la réunion des experts régionaux d'acéra (mai-juin 2009) sur les solutions des déplacements forcés en Afrique de l'ouest, HCR* ».
5. HCR (2014). « Profil du site de Gado : Octobre 2014 », UNHCR Cameron, 2p.
6. HCR (2015). « *Rapport annuel de protection : représentation de la Centrafrique* », Mars 2015.
7. HCR (2016). « Profil du site de Gado : Juin 2016 », UNHCR Cameron, 2p.
8. HCR (2017). « Profil du site de Gado : Décembre 2017 », UNHCR Cameron, 2p.
9. HCR (2018). « Profil du site de Gado : Mai 2018 », UNHCR Cameron, 2p.
10. HCR (2019). « Profil du site de Gado : Aout 2019 », UNHCR Cameron, 2p.
11. HCR (2020). « Profil du site de Gado : Septembre 2020 », UNHCR Cameron, 2p.
12. HCR (2021). « Profil du site de Gado : Décembre 2021 », UNHCR Cameron, 2p
13. Mahamat, A (2021). « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigériane et

centrafricaine », canadian journal of African studies. Vol 55, page consulté le 8mars 2023.

<https://doi.org/10.1080/00083968.2021.1880948>

14. Nasreddine, N (2005). « Le problème des réfugiés en Afrique : l'inéluctable choix entre universalisme et spécificités », le quotidien d'Oréan, 2-9pp.
15. Pourtier, R (2006). « Les réfugiés en Afrique Centrale : une approche géopolitique (Refugees in central Africa : à political approach) », bulletin de l'association de Géographes Français, 83-1, 50-61pp.
16. « Profil du site de Gado : Septembre 2020 », UNHCR Cameroun, 2p
17. Rosnhaltt , R (1999). « Les réfugiés, une question humanitaire ? Non, politique », courrier international, n°450 du 17 au 23 juin 1999, 36-37 pp.
18. Strang, A., & Ager, A. (2010). “Refugee Integration: Emerging Trends and Remaining Agendas”. *Journal of Refugee Studies* 23 (4): 589–607. [Crossref], [Web of Science ®], [Google Scholar]
19. Tiomo, O (2021). « Le devenir des réfugiés centrafricains de Gado-Badzéré (EST-Cameroun) », mémoire de maitrise en géographie spécialité marginalité, stratégies de développement et mondialisation, option géopolitique de développement, FALSH, Université de Yaoundé 1, Juillet 2021.